

Un «warfare state» keynésien vide de substance

L'évolution de la démocratie américaine

d'hier à aujourd'hui (2003)

Certains historiens, et notamment W.J. Cash dans son classique *The Mind of the South* (1941), ont défini les Etats-Unis comme une démocratie fondée sur un peuple de seigneurs (*Herrenvolk democracy*). Ce terme me semble approprié pour les trois cent cinquante ans d'histoire américaine qui précèdent les années 1960-70: il s'agissait d'une démocratie (bourgeoise) à l'usage des Blancs. D'autres auteurs ont établi des parallèles avec d'autres nations nées en tant qu'Etats de colons, tels l'Irlande du Nord, Israël et l'Afrique du Sud (avant la fin de l'apartheid) – trois Etats, notons-le, dont l'idéologie fondatrice renvoie, comme dans le cas américain, au mythe du «peuple élu» de l'Ancien Testament. Aujourd'hui encore, alors que la suprématie blanche a été largement combattue et affaiblie (mais pas éradiquée), la question raciale reste une ligne de fracture dans la vie politique américaine.

Aux Etats-Unis, la dimension raciale a joué un grand rôle dans chaque avancée historique importante de la démocratie bourgeoise (guerre de Sécession des années 1860, mouvements des années 1960). Les confrontations sociales qui n'impliquent que des Blancs (y compris les grèves de masse combattives) restent finalement des querelles de famille. Et quand une unité entre Blancs et Noirs s'élabore sur une base véritablement égalitaire (comme dans les débuts du mouvement populiste de la fin des années 1880, lors du travail d'implantation des IWW dans le Sud avant la Première Guerre mondiale, ou lors de certains affrontements des années 1960), elle est appelée à subir la plus violente des répressions.

Conflits raciaux, expansion impériale et antagonismes de classe sont les trois éléments de la triade qui fonde la dynamique de l'histoire américaine. «*Notre pays est menacé par le Peau-Rouge à nos frontières et par l'esclave noir à l'intérieur*», disait déjà James Madison en 1820. La question des classes sociales entre dans le tableau avec la création du Parti démocrate, traditionnellement le parti des travailleurs blancs. Les démocrates ont dominé la politique américaine à deux reprises, en canalisant la révolte populiste: à l'époque jacksonienne (1828-1850) et lors de la «coalition rooseveltienne» (1933-1968). La démocratie jacksonienne n'a pas résisté à la polémique provoquée par la guerre mexico-américaine (1846), qui a débouché tout droit sur un affrontement sur la question de l'esclavage; la coalition rooseveltienne a été détruite par l'opposition à la guerre du Vietnam (1961-1975) et la radicalisation du mouvement de libération des Noirs des années 1960. Dans la mesure où ce parti expansionniste et partisan de la suprématie blanche était le parti des ouvriers américains, la politique de classe n'a jamais réussi à s'émanciper de la question raciale et de celle de l'expansion impériale.

Le poids de la question raciale dans la formation de la démocratie américaine est intimement lié à l'importance d'une autre question: celle de la décentralisation. De l'indépendance (1783) et l'élaboration d'une Constitution (1787) jusqu'à la guerre de Sécession (1860-1865), l'Amérique s'est battue pour constituer un Etat central (fédéral), dans une situation où les divers Etats avaient plus de poids politique que le gouvernement central. Ce qui fit dire plus tard au sociologue allemand Werner Sombart qu'«*en Europe continentale, l'Etat a créé la société civile, alors qu'en Amérique c'est la société civile qui a créé l'Etat*». La tension entre conceptions centralisatrices et décentralisatrices s'est traduite, pendant la période constitutionnelle, par une lutte entre fédéralistes (Hamilton) et antifédéralistes (Madison, Jefferson) et n'a cessé, depuis, de marquer l'histoire des Etats-Unis. Le principal soutien à la position antifédéraliste est venu des Etats esclavagistes du Sud: on sait que bon nombre des présidents, ministres et hauts responsables militaires des débuts étaient originaires de Virginie et d'autres Etats du Sud. L'objectif des décentralisateurs, tel que l'a formulé Madison, était de créer un système tel qu'une majorité hostile à l'élite au pouvoir aurait le plus grand mal à prendre le contrôle de l'Etat. Et, jusqu'à présent, ce but a toujours été atteint.

Cela n'a pas empêché l'Amérique d'être, à partir de la révolution et jusqu'à la guerre de Sécession (voire en fait bien au-delà), la société la plus démocratique du monde, et pas seulement au sens politique étroit du terme: elle a instauré le suffrage universel masculin (blanc) en 1828 et connu une participation à la vie politique locale plus active qu'en Europe jusqu'à l'émergence des mouvements ouvriers

modernes – en Angleterre, France, Allemagne, etc. N'oublions pas que c'est aux Etats-Unis que sont nés certains des premiers syndicats (dans les années 1820) et le premier parti politique ouvrier (en 1828), lequel a rapidement été absorbé par le Parti démocrate.

En 1828 s'est ouverte l'ère de la politique des partis de masse sous sa forme moderne, avec l'arrivée au pouvoir de la démocratie jacksonienne, expression d'une révolte populiste contre le contrôle exercé jusque-là par une élite issue des capitalistes de Nouvelle-Angleterre et des propriétaires d'esclaves de Virginie. La démocratie jacksonienne fut une sorte d'anticipation du New Deal de Roosevelt en ceci qu'elle s'appuya sur une coalition d'ouvriers du Nord, de fermiers de l'Ouest et de petits Blancs du Sud. Directement responsable de la déportation des Indiens (le fameux «chemin des Larmes» des Cherokees) et favorable à l'esclavage, Jackson sut donner naissance à une forme d'alliance entre le mouvement majoritaire des ouvriers du Nord, les partisans de l'expansionnisme à l'Ouest et les défenseurs de la suprématie blanche du Sud. Cette alliance politique n'a jamais cessé, depuis, d'handicaper le mouvement ouvrier américain, entravé notamment par son inféodation politique au Parti démocrate. Mais, parallèlement, la décentralisation du pouvoir au niveau des Etats a permis à la politique des partis de masse de jouir d'une forte participation populaire (passant cependant par des canaux mafieux), à travers, par exemple, les appareils politiques «ethniques» (irlandais, en l'occurrence) apparus dans les villes du Nord au début des années 1830.

Les Européens s'interrogent souvent sur les raisons de l'absence en Amérique de partis politiques ouvriers de masse (socialistes, communistes). Il faut par conséquent souligner qu'entre les décennies 1840 et 1870, les Etats-Unis se sont déchirés sur la question de l'esclavage, autrement dit sur la question raciale, indissociable en Amérique de celle des classes.

Pour les ouvriers américains, c'est la guerre de Sécession qui a joué le rôle de baptême politique, tout autant que la Commune pour les ouvriers français ou la lutte contre les lois antisocialistes bismarckiennes pour les ouvriers allemands. Par la suite, pendant la longue période de développement de la production de masse (années 1870-1930), les ouvriers américains ont subi plus de violence répressive qu'aucune classe ouvrière européenne.

La clé de la *Herrenvolk democracy* américaine, c'est le fait que les ouvriers blancs ont tendance à se percevoir d'abord comme Blancs, et seulement ensuite comme ouvriers. Ce qu'illustrent plusieurs phénomènes contradictoires.

En 1848, pendant les révolutions européennes, on a vu la Maison Blanche rester éclairée la nuit pour célébrer la progression de la démocratie contre la monarchie décadente. Mais, au même moment l'affrontement sur la question de l'esclavage déchirait le Parti démocrate. Ce n'est qu'en 1877, avec les grèves dans les chemins de fer (dénoncées par la presse bourgeoise comme «la Commune américaine»), que l'on assiste à la première confrontation «classe contre classe», à un moment où, en Angleterre, en France et en Allemagne, les mouvements ouvriers de masse (syndicats et partis) sont en pleine expansion. Contrairement à une opinion largement répandue, cette différence ne s'explique pas par une forme d'immaturation politique du monde américain, mais par le fait que les crises qu'a subies la *Herrenvolk democracy* américaine ont pris des formes très différentes des antagonismes qui ont eu cours en Europe, où, dans la lutte pour la démocratie bourgeoise, les partis «socialistes» et plus tard «communistes» n'ont pas joué un rôle mineur.

Ce fut donc la guerre de Sécession qui acheva le processus de formation de l'Etat national américain, en mettant fin à la lutte entre les propriétaires d'esclaves du Sud et les capitalistes du Nord pour le contrôle du gouvernement fédéral. Il fallait abolir l'esclavage pour «sauver l'Union», principal mot d'ordre d'alors – n'oublions pas qu'en 1861 Abraham Lincoln décréta l'état d'urgence, suspendit la Constitution et gouverna par décrets présidentiels.

A partir de la guerre de Sécession, l'équilibre du pouvoir entre les Etats et le gouvernement fédéral a commencé à bouger, au profit de celui-ci. C'est aussi pendant et après la guerre de Sécession que la grande entreprise commença à émerger, au détriment du capitalisme de petite taille qui prévalait jusque-là. L'âge d'or des *robber barons* (littéralement les «barons voleurs», dont certains devinrent aussi des «philanthropes» paternalistes à la Michelin, *NDE*), qui a permis la naissance des grandes familles capitalistes que sont les Rockefeller, Vanderbilt ou Morgan, a transformé les Etats-Unis des décennies 1870-1880 en une société capitaliste manifestement moderne. A la même époque, le retrait des troupes nordistes du Sud occupé (en 1877, date de la première vague de grèves à l'échelle nationale) créait les conditions d'un retour au pouvoir, sous une forme capitaliste plus appropriée, de la vieille élite des propriétaires d'esclaves, à la tête d'une nouvelle économie agraire où le métayage, la ségrégation raciale

et la terreur du Ku Klux Klan s'étaient substitués à l'esclavage. Comme le précédent, ce nouveau Sud entra alors dans l'équation politique américaine en tant qu'élément de la triade «petits Blancs» du Sud/appareils politiques du Nord/fermiers de l'Ouest, triade sur laquelle s'appuie le Parti démocrate. Pendant soixante ans, les démocrates furent fondamentalement exclus du pouvoir national, ne représentant qu'une alliance d'intérêts bornés.

Le Parti républicain – qui mena la lutte pour l'éradication de l'esclavage et domina la politique américaine de 1860 à 1932 – fut donc au volant durant la grande période de concentration capitaliste. Durant cette période, on assista à l'émergence de l'entreprise moderne; aux premières tentatives de régulation capitaliste; à la création d'une Banque centrale (1907) et aux premières tentatives d'intégration corporatiste d'une partie de la classe ouvrière par l'intermédiaire des syndicats (qui ne parvinrent à s'imposer que dans les années 1930). La période 1877-1934 représenta une période faste pour le radicalisme ouvrier, mais aussi pour la violence capitaliste anti-ouvrière. Toutefois, il faut signaler que, là encore, cette violence était essentiellement locale (au niveau de l'Etat ou de la commune), voire privée (milices anti-ouvrières de Pinkerton), si bien que, comme l'avait espéré James Madison, les occasions furent rares où le gouvernement fédéral constitua un objectif politique direct pour un mouvement national né de la base.

Il faut aussi souligner que la conscience du lien étroit entre question raciale et lutte de classes s'est estompée après 1877. La plupart des événements célèbres qui ont marqué l'histoire ouvrière américaine ont pris place entre 1877 et 1934. En 1900, 90 % des Noirs américains vivaient encore dans les Etats du Sud profond. Ils n'ont intégré le prolétariat du Nord qu'avec la Première et la Seconde Guerre mondiale, puis lors de la vague de migration d'après-guerre engendrée par la rapide mécanisation de l'agriculture au Sud, qui a pris fin dans les années 1960.

La crise sociale des années 1890 a largement disparu des mémoires, supplantée par les crises des années 1930 et 1960. Pourtant, elle paraissait, du point de vue des travailleurs comme des capitalistes, menacer plus sérieusement l'ordre social que ces deux dernières. Dépression économique, crise agraire, montée du mouvement populiste, scandales éblouissant banques et entreprises et radicalisme ouvrier (grèves de 1892-1894 dans les chemins de fer et la métallurgie) ont poussé sur le devant de la scène des réformateurs «progressistes» étatistes qui ont jeté les bases de l'Etat du New Deal. En dépit de la poussée néolibérale d'après 1970, l'Etat américain reste encore aujourd'hui modelé sur le New Deal.

Pour comprendre ce qu'il est advenu de la démocratie bourgeoise aux Etats-Unis, il faut bien saisir le rôle qu'ont joué alors ces réformateurs «progressistes» (qui n'avaient rien de progressiste, au sens courant du terme). Dans les années 1890, quand ils sont entrés en scène, la participation aux élections dépassait encore 90 % (elle est tombée à moins de 50 % depuis), et l'activité politique de base faisait encore preuve d'une grande vitalité. Les progressistes étaient des technocrates et des réformateurs défendant une conception verticale du pouvoir; leur objectif plus ou moins conscient était de transformer la politique en une forme de gestion aux mains d'experts.

Bien que cela ait été rarement relevé, l'Allemagne de Bismarck fit à cette époque largement fonction de modèle en matière de réforme de la société et du système politique américains, et cela dans bien des domaines: adoption des mesures de *welfare*, régulation des entreprises, financement par l'Etat de la recherche-développement, réorganisation des universités, mise en place d'une Banque centrale et d'une législation du travail. En rendant publics divers scandales et faits de corruption, ces réformateurs ont miné le pouvoir «populaire» (au niveau municipal ou d'un Etat) au profit d'un pouvoir technocratique vertical. En dévoilant la réalité des conditions de logement dans les grandes villes, ils ont affaibli les petits propriétaires de taudis et permis aux gros intérêts immobiliers de prendre le contrôle du logement urbain. En dénonçant la corruption qui touchait certains appareils politiques locaux du Parti démocrate dominés par des groupes ethniques, ils ont créé les conditions d'un pouvoir plus anonyme et plus lointain; en s'attaquant aux excès des *robber barons* («barons voleurs») et des grands trusts, ils ont permis la mise en place de formes de régulation du système industriel et bancaire par des experts fédéraux.

Quelqu'un comme le capitaliste de l'Ohio Mark Hanna, devenu plus tard sénateur, commença dans les années 1880 à plaider en faveur d'une reconnaissance des syndicats comme alternative à la révolution sociale. Après le massacre de Ludlow (1913), les Rockefeller comprirent eux aussi que la répression violente des travailleurs devait être tempérée par une forme plus intelligente de gestion du personnel. Woodrow Wilson, partisan convaincu de la suprématie blanche, fut le politicien progressiste qui eut le plus de succès.

C'est la Première Guerre mondiale qui, plus que toute autre chose, permit à ces idées nouvelles de fleurir. Avec elle s'ouvrait véritablement le «siècle américain». Les militants ont généralement entendu parler de la répression massive que subirent les IWW et les autres opposants à la guerre mondiale en 1917-1918; mais la grande expérience (qui se fera aussi en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne) de gestion étatiste de l'économie et de participation des syndicats aux «conseils du travail» gouvernementaux a beaucoup moins retenu l'attention. Partout la Première Guerre mondiale a amené les capitalistes à reconnaître qu'ils pouvaient faire de la «planification» dans leur propre intérêt. Dans le même temps, les Etats-Unis se sont peu à peu imposés comme un pouvoir impérialiste mondial: New York devint le centre financier mondial et l'Angleterre, la France et l'Allemagne se retrouvèrent en position de très gros débiteurs.

La fin de la Première Guerre mondiale marqua le déclenchement d'une vague de grèves. Mais il ne faut jamais oublier que «l'année rouge» (1919) fut aussi celle qui connut les plus vastes émeutes raciales de l'histoire des Etats-Unis.

Le même type de convergence s'observa pendant la Seconde Guerre mondiale: à Detroit, des travailleurs menèrent des grèves sauvages, brisant ainsi le *no-strike pledge* (clause antigreve), mais ils étaient, au même moment, impliqués dans d'importantes émeutes raciales.

Pourtant, l'heure de la faction américaine internationaliste du Capital avait sonné. Durant des décennies, elle s'était préparée à remplacer l'Empire britannique dans le rôle de puissance dominante. Ces individus, qui venaient à la fois du monde de la finance et des industries d'exportation de pointe, ont fait preuve d'une remarquable capacité de prévision à long terme, tant sur le plan international qu'intérieur. Le monde de la finance était représenté par Owen Young, qui fut fortement impliqué dans la signature du traité de Versailles et organisa le financement de la reconstruction allemande après la Première Guerre mondiale, jusqu'au plan Young de 1929. Le monde de l'industrie, par le P-DG de General Electric Gerard Swope, qui travaillait en collaboration étroite avec Young et était lui-même très impliqué dans la politique allemande par l'intermédiaire d'AEG Telefunken, le partenaire allemand de General Electric.

Le nom de ces personnages mérite d'être mentionné car, durant ces années 1920 marquées par un climat réactionnaire, ils défendirent l'idée de syndicats d'industrie, position qui leur valut d'être insultés et traités de «rouges» par la plupart des grands capitalistes. Par la suite, Swope ébaucha un plan pour sortir le pays de la Grande Dépression, dont beaucoup d'éléments furent incorporés dans le National Recovery Act de Roosevelt (1935) ainsi que dans le Wagner Act, mesures législatives qui créèrent les conditions du développement du syndicalisme d'industrie.

Nous pouvons à présent nouer les différents fils de l'analyse proposée. La coalition rooseveltienne, comme précédemment la coalition jacksonienne, a permis une alliance entre les travailleurs du Nord, les fermiers de l'Ouest et les Blancs du Sud. (De la fin de la guerre de Sécession au mouvement pour les droits civiques des années 1960, le Sud est resté 100 % démocrate, les républicains étant perçus comme le «parti nègre», favorable à l'abolition de l'esclavage.) Si le New Deal a permis de mener à bien le processus de transfert du pouvoir des Etats au gouvernement fédéral, processus qui avait commencé pour de bon avec la guerre de Sécession et s'était accéléré sous les progressistes, ses réformes étaient conçues pour n'entraver en aucune manière le pouvoir de l'oligarchie démocrate ségrégationniste des planteurs du Sud.

L'appareil législatif du New Deal a été soigneusement rédigé pour éviter d'avoir un impact sur les Etats du Sud, si bien que l'instauration d'éléments d'un Etat providence ainsi que l'encadrement légal du syndicalisme d'industrie furent en fait une forme de réformisme régional. Cela ouvrit la voie à la crise des années 1960, où le mouvement noir, radicalisé par la guerre du Vietnam, mit fin à la coalition démocrate nationale – de la même manière que le mouvement contre l'esclavage, qui avait démarré dans les années 1840 et s'était radicalisé avec la guerre mexico-américaine, avait détruit la coalition jacksonienne. La mise sur pied de l'appareil étatique de l'empire mondial américain, dont fait partie tout le système de normalisation des relations Capital-Travail, a préparé les Etats-Unis à recoller les morceaux brisés par la Seconde Guerre mondiale. Dans le même temps, la tendance à l'affaiblissement de la participation politique à la base n'a cessé de se confirmer, jusqu'à la bureaucratisation totale des partis politiques (du Parti démocrate notamment) et des syndicats. Les forces qui avaient permis aux IWW de jouer leur rôle furent, en 1934, supplantées par le syndicat CIO, qui organisa les ouvriers d'industrie du Nord avec bien plus de succès et réussit à obtenir des strapontins dans l'appareil d'Etat, tout en jouant un rôle de sous-fifre au service de l'impérialisme américain naissant.

En 1945, au faite de leur puissance, on aurait pu qualifier les Etats-Unis d'«Etat social libéral et démocratique» (sans toutefois oublier que l'un des piliers de la coalition au pouvoir était le Sud ségrégationniste votant démocrate [le *Dixiecrat Jim Crow South*], auquel aucun de ces adjectifs ne s'applique). Telle était en tout cas l'idéologie officielle. N'oublions pas non plus que, entre 1947 et 1955, cette démocratie libérale s'est servie du maccarthysme pour entraver l'action de la centrale syndicale du CIO et marginaliser ce qui restait du radicalisme ouvrier qui avait aidé à bâtir cette organisation. Et qu'elle devint le rempart du statu quo international, apportant son soutien à diverses dictatures anticommunistes du tiers-monde.

Deux courants, qui n'étaient pas sans liens, allaient pourtant à l'encontre de ce statu quo. Et tout d'abord le mouvement noir pour les droits civiques, qui n'avait cessé de croître pendant et après les années de guerre, obtenant la déségrégation des forces armées (1948), un arrêt de la Cour suprême se prononçant contre la ségrégation (1954), l'intervention de l'armée américaine pour imposer la déségrégation scolaire à Little Rock, dans l'Arkansas (1957), avant que le *sit-in movement* des années 1960 et les lois sur les droits civiques de 1964 et 1965 mettent effectivement fin aux pratiques ségrégationnistes légales. Il ne faut jamais oublier que ce mouvement a toujours eu les faveurs de deux fractions différentes:

- une frange de l'establishment – pour des raisons de politique étrangère (la compétition idéologique avec l'Union soviétique durant la guerre froide);

- et une fraction du Capital du Sud – qui se rendait compte que l'automatisation de l'agriculture dans le Sud exigeait que soient balayées les pratiques ségrégationnistes afin qu'émerge une société de consommation urbaine modernisée.

Ce sont fondamentalement ces forces qui mirent fin à la ségrégation qui persistait dans le Sud depuis 1877. Lyndon Johnson reconnut lui-même qu'en prenant position en faveur des droits civiques pour les Noirs, le Parti démocrate allait céder le Sud aux républicains pendant une génération entière. La population blanche du Sud a d'ailleurs toujours voté républicain depuis – pour la vie politique américaine, il s'agissait là d'un tremblement de terre, car cela signait la fin de la coalition rooseveltienne.

Second courant travaillant contre le statu quo: le mouvement de grèves sauvages qui toucha l'industrie entre 1955 et 1973. Il mit en lumière, mieux que tout autre symptôme, la vulnérabilité souterraine du «compromis fordiste» qui s'était établi dans l'industrie américaine. Au cours des années 1960, ce courant de grèves sauvages convergea de plus en plus nettement avec le mouvement noir, dans la mesure où des centaines de milliers d'ouvriers noirs travaillaient sur les chaînes des usines du Nord. Il connut son apogée en 1969, à Detroit, lorsque la Ligue des ouvriers révolutionnaires noirs s'attaqua aux pratiques racistes du syndicat UAW (United Auto Workers) dans les usines automobiles. Le compromis qui avait pris forme entre 1890 et 1945, et qui allait perdurer jusque dans les années 1970, s'effiloçait.

Jusqu'à présent, rien ne l'a remplacé, car ni la position internationale ni l'état de l'économie de l'Amérique n'offrent suffisamment de souplesse pour permettre une solution «intégratrice». Au lieu de cela, on a eu trente ans de stagnation, de dérive et de perte de substance du système politique. Toutefois, l'Etat rooseveltien est resté en place, bien qu'affaibli et masqué par une nouvelle idéologie. Les débuts de la crise économique mondiale en 1973 ont sonné la fin d'une époque – sur le plan politique, celle-ci avait déjà pris fin en 1968, quand les Blancs du Sud ont voté pour le républicain Nixon, mais, sur le plan social et économique, le modèle «keynésien» «fordiste» a persisté jusque dans les années 1970, ne serait-ce que dans la politique menée par Nixon lui-même.

L'offensive néolibérale contre l'Etat construit par les «progressistes» et le New Deal ne prit véritablement forme qu'à la fin des années 1970, symbolisée par la reprise de la guerre froide après l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques et par le triomphe de Ronald Reagan. La force du nouveau compromis, c'était l'hégémonie du pays sur le monde et les débuts d'une nouvelle période de prospérité à l'intérieur; en 1980, la droite dure insista pour affirmer que l'échec de la politique étrangère du New Deal et la stagnation économique étaient liés. Avec la contre-offensive néolibérale, l'idéologie décentralisatrice est revenue en force après cinquante ans de marginalisation.

Cette fois encore, elle réapparut souvent en lien avec la question raciale, dans une série d'initiatives locales contre le *school busing* (ramassage scolaire) destiné à promouvoir l'intégration, contre l'*affirmative action* (discrimination positive), pour la construction de prisons. Le très médiocre (en termes de comparaison internationale) Etat providence (*welfare state*) fut converti en *workfare state*, sous forme de mesures à soubassement raciste mal dissimulé (même si les personnes qui perçoivent

l'aide sociale sont en majorité blanches). L'idéologie contemporaine montante – largement acceptée par le Parti démocrate – consiste à dénoncer le chaos des années 1960, qu'il s'agisse de la résistance à la guerre du Vietnam, du mouvement noir ou du mouvement étudiant et hippy, en le mettant sur le compte de l'idéologie «permissive» du New Deal libéral. La responsabilité de la crise du système éducatif est attribuée aux «bureaucrates de Washington» et les solutions proposées consistent à donner de plus en plus de pouvoir décentralisé aux écoles, ce qui ne peut que creuser les inégalités entre les couches aisées, capables de s'offrir des écoles publiques de qualité, et les pauvres, qui n'auront droit qu'aux places de parking. C'est la décentralisation et le localisme en matière éducative qui ont permis à l'Etat du Kansas de déclarer illégal l'enseignement de Darwin. Quant à l'idéologie de la dérégulation, elle nous a réservé des scénarios de comédie: faillites spectaculaires d'entreprises et scandales retentissants de ces trois dernières années, fraude massive en matière de comptabilité et d'investissement boursier, etc.

Les conservateurs les plus intelligents savent que, sans régulation, le capitalisme tend à s'autodétruire. Et pourtant, le processus de perte de substance (*hollowing out*) du système politique se poursuit. Aujourd'hui, le Parti démocrate est un parti d'avocats d'affaires, alors qu'il y a quarante ans il était encore enraciné dans les appareils politiques urbains locaux et dans les syndicats. Un même fossé s'est creusé entre l'élite économique qui contrôle le Parti républicain et ses électeurs de la classe moyenne inférieure des petites villes, qui soutiennent le «programme culturel» républicain de réaction contre la «permissivité» – en matière d'avortement ou de séparation de l'Eglise et de l'Etat, par exemple. Le système politique tout entier se mobilise pour faire échec à l'idéologie apaisante du «social» au profit de l'idéologie sans fard du chacun-pour-soi: fermer des usines, fermer des écoles, fermer des hôpitaux, construire des prisons, voilà le programme. Le 11 Septembre n'a fait qu'accélérer ce processus de perte de substance. Si l'administration Bush a réussi à imposer un énorme accroissement des dépenses d'armement, un déficit public gigantesque, une sérieuse régression des droits constitutionnels à travers le Homeland Security Act (Loi sur la sécurité intérieure) et une réduction massive des impôts pour les riches, c'est parce qu'il n'y a pas d'opposition officielle.

(2003)

(Traduit par Nicole T.)